



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2018 • Sechste Sitzung • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382
Conseil national • Session d'été 2018 • Sixième séance • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382



18.3382

Motion WAK-NR.

Strategie zur Entwicklung von Forschung, Züchtung und Beratung für die schweizerische Land- und Ernährungswirtschaft

Motion CER-CN.

Stratégie de développement de la recherche, de la sélection et de la vulgarisation pour le secteur agroalimentaire suisse

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.06.18

Antrag der Mehrheit

Annahme der Motion

Antrag der Minderheit

(Walti Beat, Bertschy, Landolt, Lüscher, Markwalder, Page, Rime)

Ablehnung der Motion

Proposition de la majorité

Adopter la motion

Proposition de la minorité

(Walti Beat, Bertschy, Landolt, Lüscher, Markwalder, Page, Rime)

Rejeter la motion

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: La Commission de l'économie et des redevances, lors de sa séance du 24 avril dernier, a débattu de la restructuration planifiée d'Agroscope. Tout a commencé par un communiqué de presse du Conseil fédéral du 9 mars 2018, qui avait comme titre "Le Conseil fédéral prend connaissance des travaux pour renforcer la recherche à Agroscope". Dans les explications, on peut y lire que "le but est d'économiser environ 20 pour cent du budget d'Agroscope". Et encore: "Afin d'atteindre cet objectif et de renforcer la culture institutionnelle commune, une concentration géographique est envisagée sur le site de Posieux, avec des installations satellites."

On est en droit de douter que cette restructuration renforce véritablement la recherche agronomique, d'autant plus qu'Agroscope sort de deux restructurations réalisées dans des délais très courts et qui ne semblent pas avoir donné satisfaction. Face à ces instabilités, on peut également douter de la motivation des chercheurs et du personnel. Des départs sont déjà constatés. C'est d'autant plus problématique que nous avons besoin d'une recherche agronomique forte. Les défis sont importants pour les secteurs agricole et agroalimentaire. Je citerai par exemple les adaptations pour faire face au changement climatique, la sélection végétale, la numérisation ou encore les attentes de plus en plus élevées des consommateurs au niveau de la qualité des produits. Cette recherche ne profite pas qu'aux acteurs de la branche, elle profite à toute notre société, car elle concerne ce que l'on mange et aussi une part importante de notre espace et de notre environnement.

Il est paradoxal de constater que, dans le discours officiel du Conseil fédéral, on mentionne la recherche et l'innovation comme des facteurs déterminants de notre développement économique, des facteurs pour



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2018 • Sechste Sitzung • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382
Conseil national • Session d'été 2018 • Sixième séance • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382



lesquels on investit et on augmente l'engagement des moyens financiers publics, mais que pour les secteurs agricole et agroalimentaire, on veut faire le contraire.

Lors de la séance de la CER, les discussions ont révélé de fortes contradictions et l'absence d'une stratégie claire.

AB 2018 N 781 / BO 2018 N 781

Par sa motion, soutenue par les deux tiers des membres de la commission, la commission demande simplement la mise en place d'un processus cohérent: d'abord "élaborer une stratégie de développement et de coordination de la recherche et de la sélection ainsi que d'application en termes de vulgarisation pour le secteur agroalimentaire suisse"; ensuite, sur la base de cette stratégie, définir les mesures à prendre. Pour que cette stratégie bénéficie d'un soutien fort, il est important de consulter les parties prenantes et en particulier les cantons.

Nous demandons également que "les éléments du système agricole de vulgarisation et de recherche financés entièrement ou partiellement par la Confédération" soient organisés "de telle sorte que le secteur agroalimentaire suisse en retire un avantage maximal et puisse assurer une production plus rationnelle et plus durable, notamment pour que le mandat constitutionnel puisse être rempli au mieux". Sur la base des résultats de ces travaux, le Conseil fédéral devra ensuite consulter la CER, les cantons et les parties prenantes.

Nous demandons également qu'Agroscope ne subisse pas de nouvelle restructuration avant la consultation. Toutefois, comme cela est relevé dans la réponse du Conseil fédéral à l'interpellation Bourgeois 18.3156, le projet de construction à Posieux regroupant Agroscope Liebefeld-Posieux n'est pas concerné par le moratoire. La commission a décidé, par 15 voix contre 8 et 1 abstention, de déposer la présente motion 18.3382, "Stratégie de développement de la recherche, de la sélection et de la vulgarisation pour le secteur agroalimentaire suisse". Une minorité s'oppose à la motion, car elle ne veut pas bloquer prématurément les travaux que mène actuellement le Conseil fédéral.

Sur la base des raisons évoquées, je vous demande évidemment de suivre la majorité de la CER et d'adopter la motion mentionnée.

Je me permets encore de vous informer que la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national a pris connaissance de la volonté du DEFR d'analyser le portefeuille de tâches et de regrouper les sites d'Agroscope. Cette commission, soucieuse de préserver la qualité de la recherche dans le domaine agricole, a entendu la directrice d'Agroscope et pris connaissance de l'avis du Conseil fédéral concernant la présente motion.

A la suite d'un intense débat, la commission a pris sa décision par 16 voix contre 5 et 1 abstention. Elle propose de charger le Conseil fédéral de suspendre le projet de réorganisation d'Agroscope jusqu'à ce que la restructuration précédente ait fait l'objet d'une évaluation et que les résultats de la consultation des parties prenantes concernant la nouvelle orientation d'Agroscope et le financement de cette organisation aient été analysés.

Je répète le résultat du vote en Commission de l'économie et des redevances, qui s'est clairement exprimée en faveur du soutien de la motion: 15 voix contre 8 et 1 abstention.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Es geht um die Ausrichtung der landwirtschaftlichen Forschung, der Beratung und der Züchtung in diesem Land. Bundesrat Schneider-Ammann hat im März dieses Jahres bekanntgegeben, dass der Bundesrat 40 Millionen Franken, also rund 20 Prozent des Budgets, bei Agroscope – der Anstalt, die das vereinigt – einsparen will und dass er aus diesem Grund die Aktivitäten, die heute an zwölf Standorten, darunter sieben grossen, stattfinden, auf einen fokussieren will. Die Mehrheit der Kommission nimmt von diesem Ansinnen Abstand und fordert mit dieser Motion, dass der Bundesrat einen Marschhalt einlegt und bei der Weiterentwicklung von landwirtschaftlicher Forschung, Züchtung und Beratung innehält. Er soll zuerst eine Strategie verabschieden. Er soll diese den betroffenen Organisationen, den Kantonen und dem Parlament unterbreiten; erst dann wollen wir entscheiden, wie viele Standorte, wie viele Mittel es in der Tat am Schluss braucht. Die Motion sagt deshalb klar: Bevor diese Strategie nicht mit dem Parlament und den betroffenen Kantonen besprochen ist, soll keine weitere Umstrukturierung stattfinden.

Die Strategie hat folgende Ziele: Die über Bundesgeld ganz oder teilweise finanzierten Elemente des landwirtschaftlichen Beratungs- und Forschungssystems sind so auszurichten, dass ein maximaler Nutzen für die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft entsteht, damit die Schweizer Land- und Ernährungswirtschaft rationell und nachhaltiger produzieren kann, insbesondere damit der Verfassungsauftrag bestmöglich erfüllt wird.

Aus unserer Sicht ist die landwirtschaftliche Forschung in der Schweiz aus drei Gründen wichtiger denn je:



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2018 • Sechste Sitzung • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382
Conseil national • Session d'été 2018 • Sixième séance • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382



Erstens geht die Schweiz einen eigenen Weg. Sie fordert per Verfassung eine marktnahe und ökologische Produktion. Sie kann sich bei ihrer Politikberatung nicht einfach auf Forschungsergebnisse aus dem Ausland abstützen, sondern sie braucht hier klare Ergebnisse in der Schweiz selber.

Zweitens sind die Anforderungen an die landwirtschaftliche Forschung aus unserer Sicht nicht etwa zurückgegangen, sondern sie sind gestiegen. Der Preisdruck in der Landwirtschaft ist hoch. Wir brauchen Lösungen, wir brauchen ökologische Lösungen in der Schweiz – gerade weil wir ein Direktzahlungssystem haben, welches zum Ziel hat, möglichst effizient mit Bundesgeldern umzugehen und eine möglichst naturschonende Landwirtschaft zu betreiben.

Drittens sind die Herausforderungen für die Landwirtschaft ganz generell gewachsen. Wir glauben, dass angesichts des Rechnungüberschusses des Bundes eine solche Sparübung bei der Forschung generell problematisch ist, bei der landwirtschaftlichen erst recht. Wir haben einen Verfassungsartikel – noch nicht so lange – neu in unserer Verfassung, der verlangt, dass der Bund eine standortgerechte Lebensmittelherstellung fördert. Uns ist völlig unklar, wie man mit der Konzentration der Forschung auf einen Standort diese standortangepasste, auf die spezifischen Gegebenheiten verschiedener Standorte ausgerichtete Landwirtschaft erforschen will.

Im Bericht zur Gesamtschau über die Landwirtschaft, den wir vorhin zurückgewiesen haben, betont der Bundesrat an mehreren Stellen, wie wichtig Forschung und Beratung sind, um die Landwirtschaft zu stärken. Der Bundesrat hat auch andernorts immer wieder erwähnt, wie wichtig der Wissenstransfer von der Forschung in die Praxis ist. Aber mit serienweisen Umstrukturierungs-, Abbauübungen handelt er diesen eigenen Bekundungen entgegen. Er hat damit keinen Rückhalt in unserer Kommission. Denn diese grosse Umstrukturierung, die jetzt geplant ist, folgt auf zwei bereits vollzogene Umstrukturierungen, bei denen bereits unter dem Deckmantel der Einsparungen heftige Neuorganisationen stattfanden. Das geschah innerhalb von nur vier Jahren. Diese Konzentration auf einen Standort ist auch deshalb problematisch, weil wir bereits eine Umstrukturierung haben und in Posieux ein entsprechendes Baugesuch wartet. Wenn jetzt in Posieux nicht nur die zweite Etappe, sondern gleich noch eine dritte Etappe der Umstrukturierung zu weiteren Bauetappen führen soll, dann macht dieses Baugesuch in Posieux gar keinen Sinn. Wir verstehen also auch hier nicht, was der Bundesrat will.

Der Bundesrat hat in der Kommission betont, dass er die Forscher in der Schweiz nicht etwa vertreiben, sondern im Gegenteil Exzellenz fördern wolle. Er konnte uns aber überhaupt nicht aufzeigen, wie das mit diesen Plänen erreicht werden soll. Im Gegenteil, wir haben festgestellt, dass sehr viele Mitarbeitende bei Agroscope völlig verunsichert sind. Forschende fragen sich, ob sie in diesem Betrieb noch eine Zukunft haben, wenn ständig umstrukturiert wird. Sie fragen sich, wo sie in drei Jahren zu arbeiten haben; jetzt, wo sie vielleicht in Reckenholz oder Tänikon eine Familie haben und einen Forschungszweig aufgebaut haben, der funktioniert. Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben richtet sich deshalb mit dieser Motion auch ganz bewusst an die Mitarbeitenden von Agroscope. Wir möchten ihnen hier klar zum Ausdruck bringen, dass wir zu Agroscope stehen. Wir wollen nicht, dass sie die Hoffnung aufgeben, sondern dass sie dort auch in Zukunft gute Arbeitsbedingungen vorfinden können. Wir lassen es nicht zu, dass die Qualität der landwirtschaftlichen Forschung leidet und sich die Arbeitsbedingungen verschlechtern. Wir wollen, dass jetzt Ruhe einkehrt, dass eine klare Linie und verlässliche Rahmenbedingungen geschaffen werden, die für gute Forschende in allen Landesteilen der Schweiz gute Arbeitsbedingungen schaffen.

AB 2018 N 782 / BO 2018 N 782

Ich erlaube mir, noch etwas beizufügen: Die WAK-NR ist nicht allein mit diesem Anliegen. Es gibt zahlreiche Vorstösse. Auch die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur hat eine Motion (18.3390) eingereicht. Sie beauftragt den Bundesrat, die Reorganisation von Agroscope zu sistieren, bis die vorausgegangene Reorganisation evaluiert und bis eine Vernehmlassung der Stakeholder zur Neuausrichtung und Finanzierung von Agroscope ausgewertet worden ist.

In diesem Sinne bitte ich Sie im Namen der Kommission, diese Motion anzunehmen.

de Courten Thomas (V, BL): Der Kern dieses Vorstosses liegt für mich im letzten Satz, der da heisst: "Vor der Konsultation finden keine weiteren Umstrukturierungen der Agroscope statt." Das tönt für mich genau nach Blockade der Weiterentwicklung, die Sie im vorhergehenden Traktandum ebenso vehement bekämpft haben. Meine Frage ist – ich habe die Informationen der "Bauernzeitung" entnommen -: Wissen Sie, oder wurde in der Kommission auch darüber diskutiert, dass Agroscope 43,3 Millionen Franken pro Jahr allein für Mietkosten bezahlt, allein für Infrastrukturen ausgibt, diese Mittel also gerade nicht in die Forschung fliessen, sondern in der Infrastruktur verbraten werden, und dass jeder Arbeitsplatz bei Agroscope jährliche Kosten von 50 000 Franken



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2018 • Sechste Sitzung • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382
Conseil national • Session d'été 2018 • Sixième séance • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382



nur für die Infrastruktur verursacht? Das schreit doch geradezu nach strukturellen Reformen bei Agroscope, die dringend sind! Ich kenne auch Ihr Argument bezüglich des Vorgehens, aber da bin ich der Meinung, dass Sie zu Recht behaupten könnten, dass beim Personal gespart wurde. Das wollen wir nicht mehr, jetzt muss bei der Infrastruktur angesetzt werden. Wäre das nicht sinnvoll?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Zunächst, Herr de Courten, ist das uns allen bekannt. Das ist nicht neu, es wurde uns auch vom Bundesrat präsentiert. Wir haben sehr viele Fragen gestellt. Wir möchten einfach noch einmal darauf hinweisen, dass es innerhalb von vier Jahren bereits zwei Reorganisationen gab. Dass man damit offenbar nicht die Immobilienkosten senken konnte, versteh ich ehrlich gesagt nicht, aber jetzt ist das Mass voll: Jetzt gilt es, vor allem für die Mitarbeitenden ein Zeichen zu setzen, dass wir zu dieser Forschungsanstalt stehen. Auch die Landwirtschaft braucht künftig eine gute Forschung.

Gysi Barbara (S, SG): Sie haben die grosse Verunsicherung und den Vertrauensverlust des Personals in die Führung angesprochen. Als Präsidentin des Personalverbandes des Bundes weiss ich das auch aus direkten Gesprächen. Doch wie soll diese Motion dazu führen, dass das Vertrauen zurückgewonnen werden kann und die Leute jetzt nicht abwandern?

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Das ist in der Tat der Fall: Ich habe viele solche Geschichten gehört, wonach die Leute ihre Zukunft nicht mehr in diesem Betrieb sehen. Gerade die Besten wollen gehen. Das eigentliche Ziel dieser Motion ist aber, das Zeichen auszusenden, dass ein Marschhalt einzulegen und dem Vertrauen der Vorrang zu geben sei. Wir sollten eine landwirtschaftliche Forschung in die Zukunft führen, die ihren Auftrag erfüllen und somit an verschiedenen Standorten gute Forschung machen kann.

Walti Beat (RL, ZH): Ich will gar nicht gross auf die inhaltlichen Argumente eingehen, die hier angeführt wurden. Sie sind zum Teil sehr richtig, sie sind mindestens diskutabel, und sie werden auch Teil der Lösungsfundung sein, wenn es um die Restrukturierung von Agroscope in irgendeiner Form geht, mit dem Ziel, die vorhandenen Mittel auch zukünftig möglichst effizient einzusetzen.

Gestatten Sie mir aber die Bemerkung, dass ich in Bezug auf die Krokodilsträne für die Sicherheit des Personals, die hier vergossen wurde, etwas zwiespältige Gefühle habe. Indem man die Diskussion auf politischer Ebene derart anheizt, wie das in den letzten Wochen und Monaten passiert ist, schafft man keine Sicherheit. Eine Versachlichung wäre angezeigt. Auch der Bundesrat hat signalisiert, dass ihm die Versachlichung ein wichtiges Anliegen ist. Die ganze Diskussion wurde viel zu früh vom Stapel gelassen. Infolge von Indiskretionen wurden erste Projektkizzen mit Entscheiden dargestellt, die in der Tat noch gar nicht gefällt worden sind. Die besten Leute, so viel kann ich aus Erfahrung in anderen Bereichen sagen, gehen immer dann, wenn sich keine Perspektiven bieten. Perspektiven bieten sich dann nicht, wenn man Veränderungsverbote, Moratorien und dergleichen anordnet – und das ist ja das primäre Ziel der Motion.

Ich will Sie auf den Schluss des Motionstextes hinweisen. Dieser ist nämlich der Grund, weshalb ich mich entschieden habe, hier einen Minderheitsantrag mit dem Antrag auf Ablehnung der Motion einzureichen. Es ist grundsätzlich falsch, wenn der Bundesrat mit seinen Konzepten, die er im Bereich der Führung der Bundesanstalten erarbeitet, zuerst bei der Kommission für Wirtschaft und Abgaben antanzen muss, um hier grünes Licht zu erhalten. Das ist nicht das Prozedere. So viel kann ich Ihnen sagen: Es wird auch im Ergebnis nicht besser herauskommen, wenn wir hier ein Präjudiz schaffen und dem Bundesrat die Hände binden.

Wenn Sie sich für die inhaltliche Argumentation interessieren, die ich selber teile, dann lesen Sie bitte die Stellungnahme des Bundesrates, die zur ablehnenden Empfehlung führt. Da steht am Schluss auch, dass der Austausch mit den betroffenen Akteuren, mit allen Stakeholdern derzeit intensiv weitergeführt wird. Ein Richtungsentscheid wird erst dann gefällt werden, wenn eben auch diese Diskussionen, beispielsweise mit den Kantonen und den vielfältig verbundenen Forschungseinrichtungen in unserem Lande, zu Ergebnissen geführt haben.

Es ist meiner Meinung nach auch eine gewisse Geringschätzung der Kantone und der anderen involvierten Institutionen, wenn wir ihnen hier unterstellen – mindestens implizit –, sie seien nicht in der Lage, ihre Interessen auch kraftvoll durchzusetzen. Mir selber würde es leichter fallen, mich ein bisschen publikumswirksam beispielsweise für den Standort Wädenswil in die Bresche zu werfen. Da wird sehr gute Arbeit geleistet, und es ist mir persönlich ein Anliegen, dass das auch in Zukunft weitergeht. Die Klärung der Frage, mit welcher Infrastruktur unterlegt und wie die Prozesse genau aussehen sollen, um diese Zusammenarbeit zu optimieren, überlasse ich hingegen sehr gerne dem Bundesrat.

Unsere Stunde als Kommission und unsere Stunde als Parlament ist dann gekommen, wenn es um die Finanzierung dieser Strukturen geht. Es werden entsprechende Anträge auf dem Tisch des Hauses landen, und



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2018 • Sechste Sitzung • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382
Conseil national • Session d'été 2018 • Sixième séance • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382



dann können wir dazu Stellung nehmen. Das Parlament ist aufgefordert und eingeladen, generell-abstrakte Normen zu erlassen und keine individuell-konkreten Führungsentscheide zu fällen, auch nicht in organisatorischen Fragen.

Aus diesen sehr staatspolitisch motivierten Gründen empfehle ich Ihnen, diese Motion abzulehnen. Für Agroscope bedeutet es gar nichts Schlechtes, wenn wir den Bundesrat zusammen mit allen Stakeholdern intensiv weiterarbeiten lassen und uns fürs Erste einmal zurückhalten.

Gysi Barbara (S, SG): Also, Herr Kollege Walti, in einem föderalistischen Land können dezentrale Strukturen durchaus wichtig sein. Aber meine Frage lautet: Sie sprechen von Krokodilstränen gegenüber dem Personal; wir sollten diese Motion jetzt nicht annehmen. Ich meine, bei Agroscope arbeiten rund tausend Personen, zwei Drittel sind von diesen Massnahmen betroffen. Es gibt eine Veränderung von Lebensentwürfen, wenn die Arbeitsstellen von irgendwo in der Schweiz nachher in Posieux zentralisiert werden. Sie sprechen von Krokodilstränen; ich finde das wirklich ein ziemlich starkes Stück. Diese Menschen sind total verunsichert. Diese Menschen wollen zuerst eine Strategie und nicht ständig reorganisiert werden. Können Sie nicht nachvollziehen, dass man zuerst die Strategie verlangt und dann operativ darangeht, dass man also nicht zuerst sagt, man mache jetzt eine Zentralisierung?

Walti Beat (RL, ZH): Nein, Frau Gysi, das kann ich überhaupt nicht nachvollziehen. Sie haben hier eine extrem kurzfristige Sicht auf die Dinge. Das gesamte Projekt – man kann das

AB 2018 N 783 / BO 2018 N 783

nachlesen – ist ein auf zehn Jahre angelegtes Reorganisationsprojekt. Der Bundesrat ist sich durchaus bewusst, dass es darum geht, eine funktionierende Struktur weiterzuentwickeln und leistungsfähig zu erhalten. Wir haben in einer Präsentation, der auch Sie beigewohnt haben, unter anderem zur Kenntnis nehmen dürfen, dass ein grosser Teil der personellen Verschiebungen über natürliche Fluktuation laufen dürfte. Es ist ja ohnehin noch überhaupt nicht klar, an welchen Standorten tatsächlich welche Aktivitäten konzentriert werden sollen.

Ich kann Ihnen zudem sagen, dass ein wirklich motivierter Forscher, eine wirklich motivierte Forscherin bereit ist, eine Veränderung des Arbeitswegs oder des Aktivitätenportfolios in Kauf zu nehmen, wenn dadurch die Aussicht auf wirklich gute, zukunftsfähige Forschungsarbeit besteht. Die guten Leute sind bereit, auch solche Veränderungen zu diskutieren. Das ist eine Situation, mit der auch Menschen in der Privatwirtschaft immer wieder einmal konfrontiert sind. Ich will das nicht kleinreden, das ist sicherlich eine Herausforderung, aber eine, die man meistern kann.

Ritter Markus (C, SG): Lieber Kollege Walti, wir haben sowohl in der WAK wie in der WBK Sistierungsanträge beschlossen. Können Sie nachvollziehen, dass in unserer Kommission die Mehrheit hier ein bisschen misstrauisch geworden ist, wenn z. B. mit dem Campus-Modell mit Satelliten eine Investition von 90 Millionen Franken in Changins wieder aufgegeben werden soll?

Walti Beat (RL, ZH): Ja, ich kann das nachvollziehen. Sie haben aber von den Kommissionsberichterstattern auch gehört, dass es unter anderem darum geht, Budgetrestriktionen gerecht zu werden und den effizienten Mitteleinsatz zu planen. Da muss ich sagen, dass ich mir nichts anderes vorstellen kann, als dass der Bundesrat es durchaus selber merken würde, wenn er plötzlich einen finanziellen Mehraufwand stemmen müsste, der dann in den Budgets gar keinen Platz hat.

Ich finde es absolut in Ordnung, dass man Fragen stellt, dass man die Strukturen, die angepeilt werden, wirklich nach Ergebnis und Leistungsfähigkeit optimiert. Aber ich versteh' es nicht, dass man dazu sozusagen ein Moratorium verfügen muss, und vor allem versteh' ich nicht und finde es falsch, dass die Kommission hier sozusagen ihr Plazet geben müsste, was in unseren Abläufen nicht vorgesehen ist. Das finde ich staatspolitisch falsch.

Hausammann Markus (V, TG): Ich empfehle Ihnen, sich die Zahlenreihen, die die Finanzkommission angefordert hat, zum Verhältnis zwischen Agroscope und BBL zu Gemüte zu führen. Dann sehen Sie, welche finanzpolitischen Kapriolen da stattfinden. Angenommen, es gäbe jetzt wirklich Sparpotenzial – würden Sie das wieder in die Forschung investieren, oder müsste das für den Bund gespart werden? Das ist für mich die entscheidende Frage.

Walti Beat (RL, ZH): Alle diese Entscheidungen finden ja in einem gesetzten oder zu verhandelnden finanzpolitischen Rahmen statt, und ich bin der Erste, der es begrüsst, wenn die Mittel wirklich in die Forschung



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2018 • Sechste Sitzung • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382
Conseil national • Session d'été 2018 • Sixième séance • 04.06.18 • 14h30 • 18.3382



investiert werden können. Für mich ist es kein Herzensanliegen, hier wirklich Mittel einzusparen, aber die konkrete Allokation überlasse ich gerne dem Bundesrat, weil ich die Kommission in dieser Phase nicht für die geeignete Instanz für die Behandlung dieser Fragen halte.

Maire Jacques-André (S, NE): Monsieur Walti, tout le monde est d'accord pour dire qu'au niveau des infrastructures – des bâtiments –, il y a des efforts à faire. Personne ne le conteste. Dans les coûts des infrastructures, il y a aussi ceux des terrains. Avec Agroscope, nous parlons bien de recherche appliquée à ces terrains, qui sont très diversifiés dans notre pays. Est-ce que vous ne pensez pas qu'il est prématuré d'annoncer une centralisation complète alors qu'on n'a pas encore fait l'analyse de ce qui devrait rester dans les différents terrains cantonaux? Dans ce sens-là, la motion a pour but d'ajourner la centralisation pour mener la réflexion.

Walti Beat (RL, ZH): Wissen Sie, diese Diskussion findet auch ohne diese Motion statt. Ich habe allen Ausführungen, die ich in diesem Zusammenhang gehört habe, nicht entnehmen können, dass hier schon konkrete organisatorische Entscheide und Umsetzungsmassnahmen beschlossen worden wären. Es wurde im Gegen teil klar signalisiert, dass die Forschung, die ortsgebunden ist – als Beispiel kann man den Weinbau, die Rebenzucht, nennen, der wahrscheinlich in Posieux nicht optimal aufhoben ist; ich will aber auch niemandem unterstellen, etwas Falsches zu tun –, selbstverständlich an den bisherigen Standorten, auch auf dem Felde, stattfinden soll. Die Aufteilung der nachgelagerten Forschungsarbeit ist dann eine Frage, die man im Verlaufe des Projektes behandeln muss. Da bin ich kein Experte, der das entscheiden könnte. Vielleicht gibt es am Schluss auch ein Modell mit zwei oder drei Standorten, wer weiss. Ich will einfach nicht, dass wir hier von der Kommission her dem Bundesrat und den Kantonen und allen anderen Stakeholdern einen Knüppel zwischen die Beine werfen.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Lassen Sie mich ganz kurz mit wenigen Pinselstrichen sagen, was denn eigentlich die Situation ist. Der Sparauftrag wurde erteilt. Ich habe ihn geprüft und bin zum Schluss gekommen, dass innerhalb von kurzer Zeit ein zusätzlicher Rasenmäher-Sparschnitt der Agroscope nicht weiterhilft und dass die einzelnen Standorte zusätzlich geschwächt würden. Davon sind wir ausgegangen und haben gesagt: Wir fassen an einem Ort zusammen und machen ein Kompetenzzentrum, wissend, dass wir die einzelnen Standorte für die Kulturen sowieso gebrauchen. Dann habe ich das Konzept und die ganz grobe Idee dem zuständigen bundesrätlichen Ausschuss vorgestellt.

Leider ist es von dort aus keine 24 Stunden gegangen, bis die Medien alles zur Kenntnis genommen haben, über die Folien verfügt und gedroht haben, sie zu publizieren. Ich habe dies auf mich genommen und gesagt: Wenn denn schon etwas gesagt werden muss, dann sage ich es und nicht die Medien auf dem Latrinenweg. Die Verunsicherung ist gross, dessen sind wir uns bewusst. Ich glaube nicht, dass sich die Agroscope-Mitarbeiterinnen und -Mitarbeiter besser fühlen, wenn ihre Arbeitsplätze durch eine Motion geschützt werden. Ich empfehle Ihnen, davon Abstand zu nehmen. Ich weiss aber, dass das Vertrauen unterminiert ist, und biete an, dass wir für die nächste Zeit, bis wir wieder auf Kurs sind, eine parlamentarische Begleitgruppe einsetzen, damit ein paar von Ihnen mitverfolgen können, was wir tatsächlich diskutieren, was wir tatsächlich tun. Dann können wir Ihnen beweisen, dass wir nicht so unbedarf sind, wie das klingen könnte. Ich bedauere die Situation wirklich. Wir wollen die Forschung stärken und sie nicht etwa schwächen.

Le président (de Buman Dominique, président): La majorité propose d'accepter la motion. Une minorité Walti Beat propose, comme le Conseil fédéral, de la rejeter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.3382/17011)

Für Annahme der Motion ... 141 Stimmen

Dagegen ... 34 Stimmen

(2 Enthaltungen)

AB 2018 N 784 / BO 2018 N 784